



20.022

Agrarpolitik ab 2022 (AP22+)

Politique agricole à partir de 2022 (PA22+)

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.21 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.21 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.12.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.12.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

1. Bundesgesetz über die Landwirtschaft 1. Loi fédérale sur l'agriculture

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ingress

Antrag der Kommission

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf die Artikel 45, 46 Absatz 1, 102 bis 104a, 120, 123 und 147 der Bundesverfassung ...

Préambule

Proposition de la commission

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 45, 46 alinéa 1, 102 à 104a, 120, 123 et 147 de la Constitution ...

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Hier beantragt Ihre Kommission eine Nachführung der Verfassungsbestimmungen. Im aktuellen Landwirtschaftsgesetz ist Artikel 104a der Bundesverfassung noch nicht erwähnt. Dieser Artikel wurde in einer Volksabstimmung angenommen. Er lautet: "Zur Sicherstellung der Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln schafft der Bund Voraussetzungen für: a. die Sicherung der Grundlagen für die landwirtschaftliche Produktion, insbesondere des Kulturlandes; b. eine standortangepasste und ressourceneffiziente Lebensmittelproduktion; c. eine auf den Markt ausgerichtete Land- und Ernährungswirtschaft; d. grenzüberschreitende Handelsbeziehungen, die zur nachhaltigen Entwicklung der Land- und Ernährungswirtschaft beitragen; e. einen ressourcenschonenden Umgang mit Lebensmitteln."





Ich glaube, wir haben heute in der Eintretensdebatte ausführlich über diese Elemente gesprochen. Es ist richtig, diese Bedingungen und Bestimmungen zu berücksichtigen und mit dem Verweis auf Artikel 104a der Bundesverfassung in der Vorlage festzuschreiben, ohne das Gesetz textlich entsprechend zu ergänzen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Herr Bundesrat Parmelin verzichtet auf das Wort.

Angenommen – Adopté

Ersatz eines Ausdrucks

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Remplacement d'une expression

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. e, 4bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Thorens Goumaz, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Zanetti Roberto)

Abs. 6

Die Massnahmen des Bundes tragen bei zur Anpassung an den Klimawandel und zur Reduktion der Treibhausgasemissionen der Landwirtschaft und Ernährung.

Art. 2

Proposition de la majorité

Al. 1 let. e, 4bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Thorens Goumaz, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Zanetti Roberto)

Al. 6

Les mesures fédérales contribuent à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture et l'alimentation.

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Eine Minderheit will hier eine Bestimmung in das Landwirtschaftsgesetz aufnehmen, nach welcher Massnahmen des Bundes zur Anpassung an den Klimawandel und zur Reduktion der Treibhausgasemissionen beitragen sollen.

Für die Mehrheit der Kommission ist eine solche Ergänzung nicht notwendig. Ich habe in der Eintretensdebatte erwähnt, dass der Bundesrat mit den nachfolgenden Berichten die Treibhausgasemissionen der Produktion bis 2050 um 40 Prozent, bis unter das Niveau von 1990, reduzieren möchte. Für die Mehrheit der Kommission wäre es irgendwie widersprüchlich, gerade in Zeiten, in welchen der Bund ein Ölkraftwerk baut, welches pro Tag 1,8 Millionen Liter Diesel verbrennt, eine solche Bestimmung für die Landwirtschaft aufzunehmen. Sie könnte unter Umständen gar ein Verbot von Traktoren vorsehen, die mit Diesel betrieben werden, oder deren Betrieb einschränken. Für die Mehrheit der Kommission wäre es wichtiger, bei der Reduktion von Food Waste anzusetzen. Das würde auch den CO₂-Ausstoss massgeblich verringern.

Schlussendlich möchte ich noch darauf hinweisen, dass das BLV und das BAFU bereits eine Klimastrategie für die Land- und Ernährungswirtschaft erarbeiten. Ein entsprechender Massnahmenplan liegt bereits vor. Bis Anfang Jahr sollte der Katalog verabschiedet sein und auch greifen. Diese Bestimmung nur im Landwirtschaftsgesetz festzuhalten, wäre einseitig, denn die Massnahmen sind übergreifend. Es braucht aus Sicht der Mehrheit daher keine entsprechende Ergänzung des Landwirtschaftsgesetzes.



Ich empfehle Ihnen, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): Effectivement, aujourd'hui, les mesures en faveur du climat ne disposent pas d'un ancrage explicite dans la loi sur l'agriculture. Cela paraît extrêmement étrange dans la mesure où cette thématique est discutée depuis il y a passablement de temps. Comme vous le savez, la loi sur le CO2 comprend des objectifs et des mesures pour de nombreux secteurs économiques, mais ne concerne pas non plus l'agriculture. Cela signifie que les mesures climatiques dans le domaine agricole ne disposent

AB 2022 S 1281 / BO 2022 E 1281

d'un ancrage légal ni dans la loi sur le CO2 ni dans la loi sur l'agriculture. Je crois que l'on peut vraiment considérer cela comme une anomalie.

Je vous propose de remédier dès lors à cette lacune en ajoutant à l'article 2 un alinéa supplémentaire, il s'agirait de l'alinéa 6, dont la formulation a été proposée par l'administration elle-même lors des travaux en commission: "Les mesures fédérales contribuent à l'adaptation au changement climatique". C'est un point évidemment central, puisque la production agricole pâtit gravement, aujourd'hui, des impacts du changement climatique. De plus, ces mesures fédérales doivent contribuer "à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture et l'alimentation". Sur ce point, l'article tient compte des résultats du rapport dont nous avons parlé à l'instant, puisque la proposition que je vous fais avec ma minorité exige également de tenir compte de l'alimentation, c'est-à-dire de l'ensemble de la chaîne, y compris de la production.

Cet alinéa n'a finalement rien de révolutionnaire. Il ne fait que reconnaître et, plus important, soutenir formellement des mesures qui ont déjà été prises dans le domaine agricole, et qui doivent être prises dans ce domaine à l'avenir.

Cet alinéa se situe à un niveau très général. Il n'énonce pas de mesures particulières. Pourquoi? Notre commission a travaillé en parallèle avec un groupe de travail, dirigé par l'administration fédérale, qui comprenait des spécialistes et des représentants des parties concernées. Le rapporteur en a aussi dit quelques mots. Le mandat donné à ce groupe de travail était justement de proposer un catalogue de mesures concrètes dans le domaine du climat pour l'agriculture. Pendant les travaux de commission, je suis parvenue, ainsi que les autres personnes qui soutiennent ma minorité, à la conclusion qu'il y aurait eu peu de sens à proposer des mesures plus concrètes avant d'avoir eu l'occasion de consulter les résultats des travaux de ce groupe de travail formé des parties concernées. En outre, de nombreuses mesures techniques peuvent reposer sur des adaptations ou sur la marge de manoeuvre déjà existante au niveau des ordonnances. Ce sont les raisons qui expliquent que cette proposition de minorité se situe à un niveau de généralités et de principes.

Il est clair qu'un tel alinéa a pour but d'ancrer des mesures plus concrètes déjà existantes et à venir, mais il devrait aussi être complété par un autre article fixant dans la loi des objectifs et une trajectoire de réduction des émissions. Cette proposition a été faite en commission par notre collègue Zanetti. Il la défendra tout à l'heure mais j'aimerais profiter du fait que j'ai la parole maintenant pour dire qu'il me paraît essentiel d'avoir non seulement dans la loi sur l'agriculture un alinéa qui précise le principe de l'adaptation face au changement climatique et de la réduction des émissions, mais aussi un article qui ancre dans la loi une trajectoire de réduction et des objectifs. C'est le cas pour l'ensemble des autres branches économiques, qui sont soumises à des objectifs qui sont ancrés dans la loi. Il y a une base légale pour cela dans la loi sur le CO2. Ce n'est pas le cas, je le répète, pour l'agriculture. C'est une lacune que nous devons combler.

Pour ce qui est des mesures concrètes, elles pourront être puisées dans le catalogue que ce groupe de travail est en train de préparer, l'essentiel étant à mes yeux qu'elles soient mises en oeuvre rapidement. Je le répète, chers collègues, il n'est pas responsable d'attendre 2030 pour mettre en oeuvre des mesures conséquentes en faveur du climat dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation.

J'aimerais insister encore une fois sur le fait qu'il est important de considérer le système alimentaire dans son entier; c'est ce que précise déjà cet article. Donc on parle à la fois d'agriculture et d'alimentation puisque, en matière climatique, la marge de manoeuvre des agricultrices et agriculteurs est relativement restreinte: c'est une transition qu'ils ne peuvent pas mener seuls.

Je vous demande dès lors de soutenir cette minorité et d'ancrer dans la loi des mesures de protection du climat déjà mises en oeuvre et qui doivent aussi l'être dans les mois et les années qui viennent. Il s'agit non pas d'un article révolutionnaire dans cette loi sur l'agriculture, mais d'un signal que je souhaiterais, avec les autres signataires de cette minorité, donner pour soutenir le travail de l'administration qui va actuellement dans le bon sens afin que l'agriculture joue son rôle dans le domaine du climat.

J'aimerais encore donner un message d'espoir en la matière. L'agriculture ne doit pas craindre d'affronter les défis climatiques. En effet, il y a dans l'agriculture un gigantesque potentiel de solutions à la crise climatique. Je



vous encourage vraiment à vous intéresser aux recherches qui sont menées actuellement dans les différents centres de compétences soutenus par la Confédération, que ce soit dans le domaine agricole traditionnel ou dans le domaine de l'agriculture biologique à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). Il y a là des recherches dans le domaine de l'agroécologie, dans le domaine des "agritech" qui sont absolument fascinantes, passionnantes et qui représentent un potentiel d'innovation considérable et, vraiment, un potentiel en termes de solutions.

Les agricultrices et agriculteurs ont également un rôle à jouer dans le domaine du stockage de CO₂ qui est, pour rappel, une partie importante de la stratégie à long terme en matière climatique du Conseil fédéral. Là aussi, il y a un potentiel de solutions qu'il faut exploiter.

Enfin, nous le savons tous ici, les agricultrices et agriculteurs ont un rôle central en matière de production d'énergie renouvelable. Il faut vraiment voir cette politique climatique dans le domaine agricole comme une chance et une opportunité, comme une source d'innovation et non pas comme quelque chose qui devrait nous effrayer et nous inciter à attendre.

Ces mesures, évidemment, dans le domaine agricole, doivent être accompagnées d'un engagement des autres acteurs – je ne reviendrai pas là-dessus, nous sommes plusieurs à y avoir fait allusion.

C'est donc pour donner un signal de confiance fort, à la fois à l'administration et au secteur agricole, face au potentiel de ce secteur d'agir dans la lutte contre la crise climatique que je vous demande de soutenir cette minorité.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Cela a été dit, la thématique du changement climatique est aujourd'hui déjà implicitement contenue dans l'article définissant le but de la loi sur l'agriculture. Ainsi, l'article 1 prévoit: "La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement [...] b. à la conservation des ressources naturelles". Une production durable sous-entend une agriculture qui s'adapte aux conditions climatiques. La préservation des ressources naturelles implique la prise en compte de l'importance des écosystèmes, et donc la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050 que s'est fixé la Suisse.

L'Office fédéral de l'agriculture, l'Office fédéral de l'environnement et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires élaborent actuellement, dans le cadre du plan d'action de la stratégie pour le développement durable, une stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation. Outre les objectifs et les lignes stratégiques, cette stratégie contiendra également un catalogue de mesures. En accord avec le rapport en réponse aux postulats "Orientation future de la politique agricole", les mesures ne porteront pas seulement sur la production mais aussi sur la consommation.

La plupart des mesures peuvent être mises en oeuvre sur la base de la législation en vigueur. Dans certains cas, des modifications des bases légales seront vraisemblablement nécessaires. Pour la plupart d'entre elles, le processus correspondant est déjà engagé.

La loi sur l'agriculture ne nous semble cependant pas être le bon endroit pour fixer des objectifs en matière d'alimentation. La loi sur l'agriculture concerne la politique agricole et ne contient pas les instruments adéquats pour influencer de manière significative l'alimentation. C'est l'OSAV qui est compétent en la matière.

Pour ces raisons, je vous prie, à cet article, de suivre la majorité de la commission.

AB 2022 S 1282 / BO 2022 E 1282

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5545)

Für den Antrag der Mehrheit ... 32 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 3 Abs. 3, 3bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Art. 3 al. 3, 3bis

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 6a

Antrag der Kommission

Streichen

Art. 6a

Proposition de la commission

Biffer

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Diesen Artikel können wir streichen, weil wir die entsprechenden Bestimmungen schon mit der parlamentarischen Initiative 19.475 aufgenommen haben. Es ist nicht notwendig, sie hier zu wiederholen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat wünscht das Wort nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 6c

Antrag der Minderheit

(Zanetti Roberto, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)

Titel

Ausbaupfad Tierwohl

Abs. 1

Die Beteiligung an den besonders tierfreundlichen Produktionsformen wird für die einzelnen Tierkategorien bis 2035 bei mindestens 95 Prozent festgelegt. Der Bundesrat kann Ausnahmen festlegen, bei denen die Frist um maximal 10 Jahre verlängert wird.

Abs. 2

Der Bundesrat legt die Zwischenziele für den Ausbaupfad Tierwohl fest.

Abs. 3

Die Branchen- und Produzentenorganisationen ergreifen die für die Zielerreichung erforderlichen Massnahmen und erstatten dem Bund regelmässig Bericht über die Art und Wirkung der von ihnen getroffenen Massnahmen.

Abs. 4

Der Bundesrat kann ergriffene Massnahmen mitfinanzieren, sofern die betroffenen Branchen und Organisationen die Wirkung der Massnahmen nachweisen können.

Abs. 5

Haben die ergriffenen Massnahmen nicht die gewünschte Wirkung, ergreift der Bundesrat spätestens 2030 weitergehende Massnahmen.

Art. 6c

Proposition de la minorité

(Zanetti Roberto, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)

Titre

Extension des mesures relatives au bien-être des animaux

Al. 1

La participation à des systèmes de production particulièrement respectueux des animaux est fixée, pour les différentes catégories d'animaux, à 95 pour cent au moins jusqu'en 2035. Le Conseil fédéral peut définir des exceptions pour lesquelles ce délai sera prolongé de dix ans au maximum.

Al. 2

Le Conseil fédéral fixe les objectifs intermédiaires pour l'extension des mesures relatives au bien-être des animaux.

**Al. 3**

Les interprofessions et des organisations de producteurs prennent les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés et rendent régulièrement compte au Conseil fédéral de la nature et de l'efficacité des mesures mises en oeuvre.

Al. 4

Le Conseil fédéral peut décider de cofinancer les mesures prises, pour autant que les interprofessions et les organisations concernées puissent apporter la preuve de leur efficacité.

Al. 5

Si les mesures mises en oeuvre se révèlent moins efficaces que prévu, le Conseil fédéral prendra des mesures supplémentaires au plus tard en 2030.

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Eine Minderheit will einen Ausbaupfad Tierwohl ins Gesetz schreiben. Sie möchte, dass die Beteiligung an besonders tierfreundlichen Produktionsformen bis zum Jahr 2035 bei 95 Prozent liegt. Der Bundesrat soll Zwischenziele für diesen Ausbaupfad festlegen. Die Branchen- und Produzentenorganisationen sollen entsprechende Massnahmen ergreifen und Bericht erstatten. Der Bundesrat soll ergriffene Massnahmen mitfinanzieren können, sofern die betroffenen Branchen und Organisationen deren Wirkung nachweisen können. Schliesslich heisst es in Absatz 5, der Bundesrat müsse bis spätestens 2030 eigene Massnahmen ergreifen, wenn die ergriffenen Massnahmen nicht die gewünschte Wirkung hätten.

Die Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen, die Ergänzung zum Tierwohl nicht anzunehmen. Die Mehrheit möchte, dass die AP22+ eng gehalten bleibt und nicht mit zusätzlichen Aspekten ergänzt wird, die mit den Langfristperspektiven erarbeitet werden sollen. Schlussendlich sind die Landwirte heute schon sehr aktiv und nehmen an den Tierwohlprogrammen teil. Die Teilnahme variiert je nach Tierart zwischen 80 und 90 Prozent und ist somit auch im internationalen Vergleich sehr hoch. Ein zusätzlicher Handlungsbedarf besteht aus Sicht der Mehrheit aktuell nicht.

Wie ich aufgezeigt habe, ist die vorgeschlagene Bestimmung sehr detailliert. Sie verlangt vom Bundesrat weitergehende Massnahmen, wenn die Ziele nicht erreicht werden. Die Formulierung konnte nicht vertieft geprüft werden, es gab dazu keine Vernehmlassung.

Die Kommission meint, es brauche die Ergänzung nicht. Wie wir vorhin bereits gehört haben, ist es nicht Aufgabe des Gesetzgebers, zusätzlich um das Tierwohl besorgt zu sein. Es geht hier vor allem auch um das Konsumentenverhalten. Konsumenten sollten bei ihrem täglichen Einkauf darauf achten, Produkte zu erwerben, die entsprechend produziert und gekennzeichnet wurden. Beim Konsumenten besteht heute mehr Handlungsbedarf als in der Agrargesetzgebung.

Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen, der Kommission zu folgen und diese Ergänzung nicht aufzunehmen. Sie wurde in der Kommission mit 7 zu 4 Stimmen abgelehnt.

Zanetti Roberto (S, SO): Ich habe es beim Eintreten erwähnt: Es geht hier um einen Wegweiser, nicht um mehr. Es ist also keine weltbewegende Geschichte. Ich korrigiere meinen Vorredner ungern, aber er hat gesagt, dass die Teilnahme an Tierwohlprogrammen bereits bei etwa 80 bis 90 Prozent liegt. Sie ist sogar noch besser. Wir haben bei den Viechern eine sehr detaillierte Statistik, besser aufgeschlüsselt als bei Kindern bzw. bei Menschen. Die Mastpoulets stammen zu 97,5 Prozent aus besonders tierfreundlichen Stallhaltungen. Das ist wunderbar. In der Rindergattung sind es bei den männlichen Tieren, die über 730 Tage alt sind – das wären dann eher die alten Büffel –, allerdings bloss 64 Prozent. Wir haben da also eine gewisse Manövriermasse. Was meine Idee hinter diesem Antrag ist, haben wir gehört: Wir wollen an sich unsere Landwirtschaft intensivieren, die Ernährungssicherheit erhöhen oder verbessern. Da gibt es verschiedene Möglichkeiten. Man kann das unter Beachtung

AB 2022 S 1283 / BO 2022 E 1283

des Tierwohls machen oder indem man sagt, dass wir einfach nach rein betriebswirtschaftlichen Kriterien investieren. Mein Signal hier wäre eben, dass wir das sehr hohe Tierschutzniveau, das wir in der Schweiz haben, unbedingt halten wollen oder es sogar – ich habe hier "95 Prozent" geschrieben – ein bisschen erhöhen. Beim RAUS-Programm – gemeint ist der regelmässige Auslauf von Tieren – ist man zum Beispiel mit den Milchkühen bereits bei 87 Prozent. Mein Antrag ist keine Riesensache, da wird die Landwirtschaft nicht revolutioniert. So wissen ein junger Bauer und eine junge Bäuerin, die investieren wollen: Aha, ich investiere wohl besser in besonders tierfreundliche Stallhaltungen oder eben ins RAUS-Programm.

Wie gesagt, es ist eher ein Wegweiser für investitionswillige Bäuerinnen und Bauern. Passieren tut eigentlich



gegenüber dem heutigen Zustand nicht wahnsinnig viel. Es soll aber verhindern, dass es zu einer Verschlechterung kommt – eigentlich bloss das. Es ist also meines Erachtens eine relativ harmlose Geschichte. Es wäre ein Bekenntnis des Gesetzgebers für ein erhöhtes Tierwohl. Ihnen ist ja bestens bekannt, dass ich ein Tierfreund bin, der das Tierwohl eben sehr hochhält. Das geht vom in genügend Restwasser zappelnden Fisch bis zu den behornten Kühen und vielen anderen Viechern, die mir am Herzen liegen. Da geht es also von den Milchkühen bis zu den Mastpoulets, Zuchtebern und nicht säugenden Zuchtsauen. Das ist alles in dieser Statistik aufgeführt. Hier soll man noch ein bisschen zulegen. Es passiert nichts Weltbewegendes, aber, wie gesagt, es wäre ein schönes Signal des Gesetzgebers, dass ihm das Wohl der Tiere am Herzen liegt.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Le bien-être animal a déjà atteint un niveau très élevé en Suisse, et les programmes de bien-être animal – Sorties régulières en plein air (SRPA) et Systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (SST) – affichent une participation très importante. Dans le cadre du contre-projet à l'initiative sur l'élevage intensif, le Conseil fédéral a proposé au Parlement un objectif à long terme pour le bien-être des animaux. Il a notamment proposé que les exigences actuelles du programme SST deviennent à l'avenir des exigences légales minimales. Le Parlement a clairement rejeté cette proposition. Il appartient maintenant au souverain de décider s'il estime que les normes actuelles en matière de bien-être animal sont suffisantes ou s'il souhaite leur extension.

Le Conseil fédéral estime qu'il n'est pas judicieux de quantifier tous les objectifs de la politique agricole à l'échelon de la loi. En outre, la branche peut agir de manière autonome, même sans base juridique. De plus, dans le domaine du bien-être animal, il existe aujourd'hui déjà de multiples initiatives privées. L'article 6c alinéa 4 créerait de surcroît un nouveau cas de subvention, ce qui entraînerait soit des dépenses supplémentaires pour la Confédération soit une compensation dans d'autres dépenses.

Vu ce qui précède, je vous propose de rejeter la minorité.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5546)

Für den Antrag der Minderheit ... 11 Stimmen

Dagegen ... 32 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 6d

Antrag der Minderheit

(Zanetti Roberto, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)

Titel

Absenkpfad Treibhausgase

Abs. 1

Die Treibhausgasemissionen der Landwirtschaft werden bis 2030 um 20 Prozent und bis 2040 um 30 Prozent gegenüber dem Niveau von 1990 reduziert.

Abs. 2

Die Treibhausgasemissionen der Ernährung werden bis 2030 um 25 Prozent und bis 2040 um 45 Prozent gegenüber dem Niveau von 2020 reduziert.

Abs. 3

Die betroffenen Branchen- und Produzentenorganisationen sowie weitere betroffene Organisationen können die zur Absenkung erforderlichen Massnahmen ergreifen und dem Bund regelmässig Bericht erstatten über die Art und die Wirkung der von ihnen getroffenen Massnahmen.

Abs. 4

Der Bundesrat kann die Organisationen nach den Absätzen 2 und 3 bestimmen.

Abs. 5

Er kann einzelne Aufgaben wie die Überprüfung von Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen, das Monitoring der Ergebnisse oder die Beratung einer privatwirtschaftlichen Agentur übertragen und deren Tätigkeit finanziell unterstützen.

Abs. 6

Ist absehbar, dass die Reduktionsziele nach Absatz 1 nicht erreicht werden, so ergreift der Bundesrat spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist die erforderlichen Massnahmen.



Art. 6d

Proposition de la minorité

(Zanetti Roberto, Herzog Eva, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)

Titre

Trajectoire de réduction des gaz à effet de serre

Al. 1

Les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture sont réduites de 20 pour cent, d'ici à 2030, et de 30 pour cent, d'ici à 2040, par rapport à 1990.

Al. 2

Les émissions de gaz à effet de serre de l'alimentation sont réduites de 25 pour cent, d'ici à 2030, et de 45 pour cent, d'ici à 2040, par rapport à 2020.

Al. 3

Les interprofessions, organisations de producteurs et autres organisations concernées prennent les mesures que requiert la réduction et établissent régulièrement un rapport à l'intention de la Confédération sur le type de mesures prises et sur leurs effets.

Al. 4

Le Conseil fédéral peut déterminer les organisations visées aux alinéas 2 et 3.

Al. 5

Il peut déléguer certaines tâches comme l'examen des mesures de réduction des gaz à effet de serre, le monitoring des résultats ou le conseil à une agence privée, dont il peut soutenir financièrement les activités.

Al. 6

S'il apparaît que l'objectif de réduction au sens de l'article 1 ne sera pas atteint, le Conseil fédéral devra prendre les mesures nécessaires au plus tard deux ans avant l'échéance du délai imparti.

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Hier möchte die Minderheit einen Absenkpfad Treibhausgase ins Gesetz schreiben. Gemäss Artikel 6d Absatz 1 sollen die Treibhausgasemissionen der Landwirtschaft bis 2030 um 20 Prozent und bis 2040 um 30 Prozent gegenüber dem Niveau von 1990 reduziert werden. Die Treibhausgasemissionen der Ernährung sollen in Absatz 2 auch eingeschlossen werden. Sie sollen bis 2030 um 25 Prozent und bis 2040 um 45 Prozent gegenüber dem Niveau von 2020 reduziert werden. Die betroffenen Branchen- und Produzentenorganisationen sollen einbezogen werden. Sie hätten entsprechende Massnahmen zu ergreifen und dem Bund über die Art und Weise sowie die Wirkung der von ihnen getroffenen Massnahmen regelmässig Bericht zu erstatten. Der Bundesrat könnte die Organisationen nach den Absätzen 2 und 3 bestimmen. Er könnte einzelne Aufgaben für die Überprüfung von Massnahmen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen, das Monitoring der Ergebnisse, die Beratung usw. privatwirtschaftlichen Agenturen übertragen und deren Tätigkeit finanziell unterstützen. Sollten die Ziele nach Absatz 1 nicht erreicht werden, so hätte der Bundesrat spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist die erforderlichen Massnahmen zu ergreifen.

AB 2022 S 1284 / BO 2022 E 1284

Auch hier beantragt Ihnen die Mehrheit der Kommission, den Absenkpfad nicht so detailliert ins Gesetz zu schreiben, sondern mit den zusätzlichen oder zukünftigen Berichten des Bundesrates das Anliegen aufzunehmen. Im Postulatsbericht hat der Bundesrat ja festgehalten, dass die Treibhausgasemissionen der Produktion im Jahr 2050 mindestens 40 Prozent unter dem Niveau von 1990 liegen sollen. Die Ziele sind formuliert. Sie sind ambitiös. Wie und mit welchen Massnahmen sie erreicht werden können, braucht eine vertiefte Prüfung. Die Landwirtschaft selber ist vom Klimawandel existenziell betroffen, und sie nimmt diese Thematik sehr ernst. So beschäftigt sich zum Beispiel die Branchenorganisation Milch, deren Präsident ich bin – und hiermit gebe ich meine Interessenbindung bekannt –, schon seit zwei Jahren intensiv mit dieser Materie, um eine Reduktion der Treibhausgasemissionen bei der Milchproduktion zu erzielen. Es ist wirklich nicht ganz einfach, Massnahmen zu eruieren oder einzuführen, die netto, also unter dem Strich, eine Wirkung erzielen.

Es wäre falsch, diese Bestimmung hier ins Landwirtschaftsgesetz zu schreiben. Der Bericht des Bundesrates führt nämlich aus, dass die Treibhausgasemissionen des Nahrungsmittelkonsums rund 20 Prozent der Gesamtemissionen der Haushalte betragen, wovon zwei Drittel im Ausland anfallen. Das zeigt einfach auch, dass es eine übergeordnete Sicht braucht und keine vorschnelle Definition in diesem Detaillierungsgrad im Landwirtschaftsgesetz.

Ich empfehle Ihnen, der Mehrheit der Kommission zu folgen, die mit 7 zu 4 Stimmen zustande gekommen ist.



Zanetti Roberto (S, SO): Ich danke dem Berichterstatter, der eigentlich das Konstruktionsprinzip der Anträge erklärt hat. Diese halten sich an die Vorgaben der Artikel 6a und 6b, die im Zusammenhang mit der parlamentarischen Initiative 19.475 beschlossen worden sind – das zum Konstruktionsprinzip.

Zu Artikel 6d: Ich bin froh, dass ich für einmal moderater bin als die Kommissionsmehrheit und der Bundesrat. Was will meine Minderheit? Sie will eigentlich die Zielsetzung, nämlich minus 40 Prozent Treibhausgasemissionen bis 2050, die von allen Seiten geteilt wird, so ins Gesetz schreiben, dass die Reduktion verstetigt erfolgt. Immerhin ist die Landwirtschaft, glaube ich, der einzige Bereich, wo nirgends gesetzlich geregelt ist, wie mit Treibhausgasen umgegangen werden soll. Es gibt Regeln für die Industrie, für den Verkehr und für den Gebäudebereich. Für die Industrie ist vorgesehen, dass bis 2050 eine Reduktion um 90 Prozent vorzunehmen ist; ich sage dies, damit Sie die Grössenordnungen sehen. Hier geht es um 40 Prozent. Das ist in Ordnung, denn in der Landwirtschaft ist es ein bisschen schwieriger.

Es gibt verschiedene Varianten. Ich offeriere Ihnen hier einen Absenkpfad. Sie sehen, dass auch Kollegin Thorens Goumaz in der Minderheit vertreten ist. Kollegin Thorens Goumaz ist Präsidentin der Schweizer Wanderwege. Sie weiss also, wie man sich im Gelände bewegt, wenn man von einer Spitze ins Tal runter will: Man nimmt einen Absenkpfad. Die Variante des Bundesrates wäre eher eine Absturzklippe. Bis 2050 will man eine Reduktion um 40 Prozent erreichen. Sie sehen, dass ich bis 2030 eine Reduktion von 20 Prozent vorsehe. Die Emissionen sind jetzt übrigens schon um 15 Prozent reduziert worden. Das erste Ziel zu erreichen, also 20 Prozent bis 2030, wäre ein Klacks. Bis 2040 wären die Emissionen um 30 Prozent zu reduzieren, bis 2050 um 40 Prozent.

Der Bundesrat und die Mehrheit sagen: Schauen wir mal, wie es herauskommt. 2048 werden sie dann wahrscheinlich sagen: So, jetzt müssen wir massiv runterschrauben. Ich sage Ihnen, die Reduktion von Treibhausgasemissionen und die berufliche Vorsorge haben eine Gemeinsamkeit. Man kann nicht mit 58 mit Sparen beginnen, der Sparprozess muss möglichst früh einsetzen; genauso verhält es sich mit den Absenkpfadgeschichten, die möglichst früh beginnen müssen, damit sie möglichst stetig vorangehen können, damit zum gegebenen Zeitpunkt das Ziel erreicht wird.

Noch einmal: Sie können einen stetigen, den Bedürfnissen der Landwirtschaft Rechnung tragenden Absenkpfad wählen, oder Sie machen ein *Laisser-faire* und springen über die Klippe, um doch noch Talboden unter den Füssen zu spüren. Ich präferiere den vorsichtigen Absenkpfad und lade Sie ein, unter Führung der Präsidentin der Schweizer Wanderwege diesen relativ gemütlichen und unspektakulären Absenkpfad zu begehen. Stimmen Sie mit der Minderheit!

Parmelin Guy, conseiller fédéral: La proposition de la minorité Zanetti Roberto se fonde en principe sur les deux trajectoires de réduction décidées par le Parlement dans le cadre de l'initiative parlementaire 19.475, concernant la perte d'éléments fertilisants et les risques liés aux produits phytosanitaires.

La trajectoire de réduction décrite à l'alinéa 1 est cohérente avec les objectifs actuels pour l'agriculture tels qu'ils sont mentionnés dans la stratégie climatique à long terme du Conseil fédéral. Elle est également proposée par le Conseil fédéral dans son message sur la PA22+. La stratégie climatique pour l'agriculture et l'alimentation de l'OFAG, de l'OSAV et de l'OFEV contiendra également cet objectif.

Même si l'objectif est réaliste et cohérent avec les objectifs du Conseil fédéral, je vous prie de rejeter la proposition de la minorité Zanetti Roberto pour les raisons suivantes. Il n'est pas nécessaire, de notre point de vue, de fixer des objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre dans la loi. Les objectifs définis par le Conseil fédéral dans le domaine du climat sont contraignants, même s'ils ne figurent pas explicitement dans la loi. L'action autonome de la branche est possible même sans base juridique explicite. Dans le domaine du climat en particulier, il existe déjà aujourd'hui de nombreuses initiatives privées.

Avec la trajectoire de réduction proposée, l'accent serait mis exclusivement sur la production agricole. Tant dans la stratégie "Développement durable" du Conseil fédéral que dans le rapport suite au postulat sur l'orientation future de la politique agricole, le Conseil fédéral a souligné la nécessité d'une transformation globale des systèmes alimentaires. Il a logiquement fixé les objectifs de réduction des gaz à effet de serre non seulement à l'échelon de la production, mais aussi à celui de la consommation.

Je vous prie donc de rejeter la minorité.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5547)

Für den Antrag der Minderheit ... 10 Stimmen

Dagegen ... 30 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Art. 16 Abs. 4; 28 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 16 al. 4; 28 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 38 Abs. 1, 1bis; 39 Abs. 1bis, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 38 al. 1, 1bis; 39 al. 1bis, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Der Bundesrat möchte sicherstellen, dass für verkäste Milch nicht zweimal eine Zulage ausbezahlt wird, gerade wenn es auf betrügerische Weise gehandhabt wird. Das wird in Artikel 38 Absatz 1bis entsprechend festgehalten. Die Auszahlung erfolgt heute über die Milchverwerter und Milchverwerterinnen. Die gleiche Ergänzung sieht der Bundesrat auch in Artikel 39 Absatz 2 vor. Die Kommission hat von diesen Gesetzesergänzungen stillschweigend Kenntnis genommen und unterstützt sie.

AB 2022 S 1285 / BO 2022 E 1285

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Herr Bundesrat Parmelin wünscht das Wort hier ebenfalls nicht.

Angenommen – Adopté

Gliederungstitel vor Art. 41

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre précédant l'art. 41

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 41

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Hier wird einfach definiert, wie der Bund die Prüfung von Laborkosten zur Sicherstellung der Hygiene der Milch unterstützen kann. Die Kommission hat auch hiervon stillschweigend Kenntnis genommen und unterstützt die Ergänzung.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat verzichtet auf das Wort.

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5548)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 43 Abs. 1; 46 Abs. 3; 58 Abs. 2; 62

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 43 al. 1; 46 al. 3; 58 al. 2; 62

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 70

Antrag der Kommission

Abs. 1

Unverändert

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 70

Proposition de la commission

Al. 1

Inchangé

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Jetzt folgen dann mehrere Bestimmungen, die auch aufgrund der Etappierung der Agrarpolitik gestrichen werden: Artikel 70 Absatz 1, Artikel 70a Absatz 1 Buchstabe c, Artikel 70a Absatz 2 sowie, Sie sehen das auf Seite 15 der Fahne, eine Reihe von Bestimmungen in Artikel 70a Absatz 3. Ich werde mich nicht jedes Mal wieder zu Wort melden.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat wünscht das Wort nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 70a

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. c, 2, 3 Bst. a-f

Unverändert

Abs. 1 Bst. i, 3 Bst. g

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 70a

Proposition de la commission

Al. 1 let. c, 2, 3 let. a-f

Inchangé



Al. 1 let. i, 3 let. g

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 71 Abs. 1 Bst. a; 72

Antrag der Kommission

Unverändert

Art. 71 al. 1 let. a; 72

Proposition de la commission

Inchangé

Angenommen – Adopté

Art. 73

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

b. Streichen

c. Streichen

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 73

Proposition de la commission

Al. 1

...

b. Biffer

c. Biffer

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Bei den Artikeln 73, 74 und 76 beantragt der Bundesrat Vereinheitlichungen oder Verbesserungen, um den administrativen Aufwand geringer zu halten. In Artikel 73 sind die Biodiversitätsbeiträge definiert. Die Biodiversität möchte man vor allem in Art und Qualität fördern. Bei den Landschaftsqualitätsbeiträgen in Artikel 74 geht es, wie es der Name sagt, um die Erhaltung, Förderung und Weiterentwicklung vielfältiger Kulturlandschaften, wie wir sie z. B. im Kanton Jura oder auch im Kanton Graubünden finden. Der Bundesrat beantragt hier die Aufhebung von Artikel 74. Er möchte diese Bestimmung in einem neuen Artikel 76 mit Beiträgen für eine standortangepasste Landwirtschaft zusammenfassen.

Die Kommission hat diese drei Artikel gemeinsam intensiv beraten und diskutiert. Es gab aus der Praxis Hinweise, dass mit dieser Zusammenführung auch ein Mehraufwand verbunden sein könnte. In der Beratung konnte aber aufgezeigt werden, dass doch ein Effizienzgewinn resultieren kann. Man geht heute davon aus, dass es etwa 3000 Projekte gibt, die unter "Biodiversität" oder "Landschaftsqualität" abgehandelt werden. Wenn man diese zusammenführen würde, könnte der Verwaltungsaufwand – so wurde es uns gesagt – um den Faktor 10 reduziert werden. Dies ist beträchtlich. Es ist zu hoffen, dass der Effizienzgewinn dann auch wirklich zu weniger Aufwand in der Verwaltung führt. Er sollte aber eben nicht nur in der Verwaltung, sondern auch bei den Landwirten ankommen.

AB 2022 S 1286 / BO 2022 E 1286

Die Kommission empfiehlt Ihnen deshalb übergreifend, Artikel 73 Absatz 1 Buchstabe b zu streichen, weil ja der ganze Bereich für besondere Leistungen im Bereich der Biodiversität ausgestaltet ist. Im neuen Artikel 76 kommt der Begriff der Biodiversität zudem auch wieder zum Tragen. Die Kommission findet, dass Buchstabe b nicht notwendig ist. Die Kommission beantragt auch, Buchstabe c zu streichen. Es geht um Beratungskosten im Bereich der Biodiversität. Der Kommission ist es wichtig, dass das Geld, das der Bund ausgibt, nicht einfach für Beratungen verbraucht wird, sondern auch bei den betreffenden Landwirten ankommt. Die Kommission



ist mit dem Bundesrat darin einig, dass Artikel 74 aufgehoben und dass in Artikel 76 alles entsprechend zusammengefasst werden soll. Artikel 76 ist entsprechend den Anträgen der Kommission in die Absätze 1 und 2 gegliedert. Entsprechend müssten wir bei Artikel 87a noch eine Bestimmung streichen. Damit wäre das neue Konzept in sich kohärent.

Ich empfehle Ihnen namens der Kommission – es gibt keine Minderheit –, diese Anpassungen vorzunehmen.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Je serai très bref. Les nouvelles contributions pour des prestations particulières à la vulgarisation sont importantes pour améliorer l'impact des contributions à la biodiversité sur les surfaces de promotion de la biodiversité. Je crois qu'il faut bien comprendre la chose: il ne s'agit plus ici de délimiter davantage de surfaces pour la biodiversité, mais de créer des incitations ciblées afin d'améliorer la qualité des surfaces existantes. Plusieurs études montrent que la qualité de la biodiversité peut être améliorée grâce à des conseils. Cette vulgarisation permet d'atteindre une qualité en moyenne deux fois meilleure. Il ne s'agit pas, je le répète, de délimiter davantage de surfaces pour la biodiversité, mais bien de créer des incitations ciblées pour améliorer la qualité des surfaces existantes. Les contributions sont versées aux exploitants, et le montant est limité à 750 francs par année.

Je renonce à vous proposer aujourd'hui de maintenir la version du Conseil fédéral, mais je l'évoquerai au moment du débat au Conseil national.

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5549)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 74

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 75

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. b

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1 Bst. d

Streichen

Abs. 2

Unverändert

Art. 75

Proposition de la commission

Al. 1 let. b

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1 let. d

Biffer



Al. 2
Inchangé

Angenommen – Adopté

Abs. 1 Bst. b – Al. 1 let. b

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 20.022/5550)
Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Art. 76

Antrag der Kommission

Titel

Beiträge für regionale Biodiversität und Landschaftsqualität

Abs. 1

Zur Förderung der regionalen Biodiversität und Landschaftsqualität werden projektbezogen Beiträge ausgerichtet für:

a. die Vernetzung von Biodiversitätsförderflächen und weitere biodiversitätsfördernde Massnahmen;

...

c. Streichen

Abs. 2

Der Bund gewährt Beiträge, wenn ein von ihm bewilligtes regionales Projekt vorliegt. Das Projekt umfasst eine Situationsanalyse sowie Ziele, Massnahmen und Beiträge. Bei übergeordneter Zielerreichung kann ein regionales Projekt in eine fortlaufende Förderung überführt werden.

Abs. 3, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 76

Proposition de la commission

Titre

Contributions à la biodiversité régionale et à la qualité du paysage

Al. 1

Dans le but de promouvoir la biodiversité régionale et de préserver la qualité du paysage, des contributions liées au projet sont octroyées pour:

a. ... biodiversité et la mise en oeuvre d'autres mesures favorisant la biodiversité;

...

c. Biffer

Al. 2

La Confédération verse des contributions pour la mise en oeuvre de projets régionaux qu'elle a approuvés. Ces projets comprennent une analyse de situation, ainsi que des objectifs, des mesures et des contributions. Si des objectifs supérieurs sont réalisés, un projet régional peut être transposé dans une mesure de promotion continue.

Al. 3, 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Parmelin Guy, conseiller fédéral: En ce qui concerne le regroupement des deux instruments que sont la qualité du paysage et la mise en réseau, je peux soutenir la proposition de la commission. Cela correspond finalement à la recommandation du Conseil fédéral dans le rapport sur l'orientation future de la politique agricole.



La mesure a été testée dans le cadre de cinq projets pilotes menés dans six cantons entre 2019 et 2021. Le regroupement de la mise en réseau et de la qualité du paysage a été jugé positif par tous les cantons pilotes qui étaient impliqués. Le regroupement permet d'alléger la charge administrative, car il y a beaucoup moins de rapports intermédiaires et de rapports finaux à rédiger: au lieu d'environ 2000 aujourd'hui, ils ne seront plus que 450 à l'avenir. A cela s'ajoute une diminution de la complexité pour les agriculteurs, car les

AB 2022 S 1287 / BO 2022 E 1287

périmètres et les durées des projets sont uniformisés, et le nombre d'organismes responsables est nettement réduit. Enfin, il est possible de mieux exploiter les synergies entre la biodiversité et la qualité du paysage et d'améliorer ainsi l'efficacité de l'utilisation des ressources. Les cantons disposeront en outre de suffisamment de temps pour procéder au changement.

En revanche, les projets pilotes ont montré que des mesures supplémentaires dans le domaine des ressources auraient tendance à augmenter la complexité des paiements directs. L'article 76 devrait donc se focaliser sur le regroupement de la qualité du paysage et de la mise en réseau et sur la simplification administrative ainsi réalisable. C'est précisément ce que prévoit la proposition de la Commission de l'économie et des redevances. En ce qui concerne l'ajout proposé à l'article 76 alinéa 2, je ne suis pas convaincu de la pertinence de la transposition d'un projet régional dans une mesure de promotion continue. Les objectifs concernant la qualité de la biodiversité varient considérablement d'une région à l'autre en fonction des espèces cibles et des caractéristiques à promouvoir. Il n'est pas judicieux, de notre point de vue, de fixer un niveau cible général dans ce domaine. En outre, le fait de transformer les contributions liées à des projets en un soutien continu ferait perdre aux projets de mise en réseau leur caractère typique de projets, et un projet dont l'objectif est clairement défini deviendrait une prestation rémunérée en permanence.

Je renonce là aussi à vous proposer aujourd'hui de maintenir la version du Conseil fédéral, mais j'aborderai cela lors du débat au Conseil national.

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5551)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 77

Antrag der Kommission

Unverändert

Art. 77

Proposition de la commission

Inchangé

Angenommen – Adopté

Gliederungstitel vor Art. 78; Gliederungstitel vor Art. 86b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre précédant l'art. 78; titre précédant l'art. 86b

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

**Art. 86b***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Hier schlägt uns der Bundesrat eine neue Bestimmung vor. Mit dieser Bestimmung kann der Bund dann auch Beiträge zur Verbilligung der Prämien von privatwirtschaftlichen Ernteversicherungen ausrichten, sofern die Versicherung grossräumig auftretende Risiken wie eben Trockenheit und Frost abdeckt. Das sind Themen, die wir eingangs im Zusammenhang mit der Klimaveränderung auch schon diskutiert haben.

Die Beiträge sollen den versicherten Bewirtschafterinnen und Bewirtschaftern gewährt werden. Der Bund soll den Beitrag den Versicherern zahlen, bei denen die Bewirtschafterinnen und Bewirtschafter versichert sind. Der Bundesbeitrag soll dann höchstens 30 Prozent der Prämien betragen. Mit der Neuaufnahme dieser Bestimmung kommen wir auch der Motion Gapany 21.4186 nach. Das Anliegen der Motion Gapany ist demzufolge erfüllt.

Die Kommission beantragt Ihnen, diese Motion anschliessend abzulehnen, weil sie erfüllt ist.

Gapany Johanna (RL, FR): Le rapporteur et le conseiller fédéral l'ont mentionné auparavant, j'ai déposé une motion, il y a maintenant à peu près une année, suite à la suspension de la PA22+. J'avais regretté que cette PA22+ soit suspendue, puisqu'elle contenait certains éléments qui étaient nécessaires et en quelque sorte urgents à mettre en oeuvre vu l'évolution de la situation. C'était le cas notamment de cette assurance récolte. Je tiens à saluer le travail qui a été fait en commission. Cet article ayant été adopté par la commission sans opposition, je pars donc du principe qu'il sera accepté. Si c'est le cas, je retirerai ma motion qui devait être traitée juste après la PA22+. Bien évidemment, cette assurance récolte a toute sa nécessité. Les personnes qui avaient cosigné la motion l'ont aussi confirmé. Je remercie toutes celles et ceux qui ont permis de mettre en oeuvre cette motion dans un esprit constructif, puisque nous pouvons considérer que le but de ma motion est atteint.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Herr Bundesrat Parmelin verzichtet auf das Wort.

*Angenommen – Adopté**Ausgabenbremse – Frein aux dépenses**Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 20.022/5552)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht**La majorité qualifiée est acquise***Art. 87 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 87 al. 1*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Ab Artikel 87 wurde das Gesetz über mehrere Seiten hinweg einfach neu strukturiert, ohne dass materielle Veränderungen vorgenommen wurden. Es ist nun besser zusammengefasst, und die Terminologie wurde der aktuellen Zeit angepasst. In der Kommission hat das keine Diskussion zur Folge gehabt.



Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat wünscht das Wort nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 87a

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

d. ...

4. Streichen

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2022 S 1288 / BO 2022 E 1288

Art. 87a

Proposition de la commission

Al. 1

...

d. ...

4. Biffer

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5553)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 88; 89 Titel, Abs. 1 Bst. b, g, h, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 88; 89 titre, al. 1 let. b, g, h, 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 93

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5554)

Für Annahme der Ausgabe ... 37 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 94

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 95

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5555)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 96

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5556)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise



Art. 97 Abs. 1, 2, 6; 97a; 98

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 97 al. 1, 2, 6; 97a; 98

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 105

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5557)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 106

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5558)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 107

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2022 S 1289 / BO 2022 E 1289

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5559)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 107a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gliederungstitel nach Art. 112

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre suivant l'art. 112

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 113 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 113 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5560)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 114

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5561)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 115

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 116

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5562)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 117

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gliederungstitel vor Art. 118

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre précédant l'art. 118

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Art. 118

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5563)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 119

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 120

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2022 S 1290 / BO 2022 E 1290

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5564)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 121

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Hier braucht es eine Ergänzung: Anders als in der Botschaft festgehalten, ist auch bei Artikel 121 die Ausgabenbremse zu lösen. Grund dafür ist, dass das Gestüt über 2 Millionen Franken pro Jahr kostet. Es gehört zwar zur Agroscope, die in Artikel 114 definiert wird. In Artikel



121 wird aber eine eigene gesetzliche Grundlage für das Gestüt geschaffen. Deshalb müssen wir auch hier die Ausgabenbremse lösen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat verzichtet auf das Wort.

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5565)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 141

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5566)

Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 142–144; 146a; 146b; 147; 149 Abs. 2; 151; Gliederungstitel vor Art. 152; Art. 152 Abs. 1, 2bis; 153 Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 142–144; 146a; 146b; 147; 149 al. 2; 151; titre précédant l'art. 152; art. 152 al. 1, 2bis; 153 titre

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 153a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Nachdem wir die Bremsen so oft gelöst haben, sind wir zügig unterwegs, so zügig, dass wir bei Artikel 153a fast übersehen hätten, dass hier, anders als es in der Botschaft ausgeführt ist, die Ausgabenbremse eben nicht gelöst werden muss. Der Grund ist, dass bei den vom Bund



angeordneten Massnahmen zur Bekämpfung von Schadorganismen kein Geld fliesst. Also ist hier auch keine Ausgabenbremse zu lösen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Herr Bundesrat Parmelin wünscht das Wort nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 156 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 156 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 160b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Ich will noch etwas zu Artikel 160b sagen: Es gibt dort zwar keine Minderheit und keine Mehrheit, aber diese Bestimmung löste in der Kommission eine grössere Diskussion aus. Anstoss für die Ergänzung hier ist, dass es ein Bundesgerichtsurteil gibt, welches Umweltorganisationen bei der Überprüfung von Pflanzenschutzmitteln Parteistellung gegeben hat. Dadurch wurde sozusagen das Verbandsbeschwerderecht eingeführt.

Die Befürchtung der Kommission ist, dass mit dieser neuen Bestimmung die Verfahren zur Bewilligung von Pflanzenschutzmitteln erschwert oder verlängert werden könnten. Die Ausführungen der Verwaltung haben aber gezeigt, dass dem nicht so sein sollte. Es seien eher Ressourcenprobleme innerhalb der Verwaltung gewesen, die zu verzögerten Zulassungen geführt hätten. Inzwischen seien die entsprechenden personellen Ressourcen in der Verwaltung aufgestockt worden.

Artikel 160b Absatz 3 gibt dem Bund bzw. dem Bundesrat, falls wirklich eine Gefahr durch schädliche Organismen bestehen sollte, die Möglichkeit, im Schnellverfahren in einer Notzulassung entsprechende Mittel zu bewilligen, damit man zielgerichtet gegen solche Organismen vorgehen kann. Es wurde hier kein Minderheitsantrag eingereicht. Es ist aber, wie gesagt, ein Anliegen der Kommission, dass Pflanzenschutzmittel rechtzeitig und in genügender Anzahl zur Verfügung stehen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Der Bundesrat wünscht das Wort auch hier nicht.

Angenommen – Adopté

AB 2022 S 1291 / BO 2022 E 1291

Art. 164a

Antrag der Kommission

Streichen

Art. 164a

Proposition de la commission

Biffer

Hegglin Peter (M-E, ZG), für die Kommission: Diese Bestimmung wurde auch mit der parlamentarischen Initiative 19.475 umgesetzt und kann demzufolge gestrichen werden.

Angenommen – Adopté





Art. 166 Abs. 1–3; 168 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 166 al. 1–3; 168 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 170 Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Unverändert

Art. 170 al. 2bis

Proposition de la commission

Inchangé

Angenommen – Adopté

Art. 172 Abs. 1; 173 Abs. 1 Bst. f, gquater, h; 179 Abs. 2; 180 Abs. 2; 181 Abs. 7; 185 Abs. 3bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 172 al. 1; 173 al. 1 let. f, gquater, h; 179 al. 2; 180 al. 2; 181 al. 7; 185 al. 3bis

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 187e Abs. 1

Antrag der Kommission

... werden noch längstens während zwei Jahren ...

Art. 187e al. 1

Proposition de la commission

... sont octroyées durant deux ans au plus ...

Angenommen – Adopté

Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



**Änderung anderer Erlasse
Modification d'autres actes**

Ziff. 1

Antrag der Kommission
Streichen

Ch. 1

Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Ziff. 2, 3

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2, 3

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 20.022/5567)
Für Annahme des Entwurfes ... 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

**2. Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht
2. Loi fédérale sur le droit foncier rural**

Antrag der Kommission
Nichteintreten

Proposition de la commission
Ne pas entrer en matière

Angenommen – Adopté

**3. Tierseuchengesetz
3. Loi sur les épizooties**

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 11b

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/5568)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.022/5569)

Für Annahme des Entwurfes ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

AB 2022 S 1292 / BO 2022 E 1292

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté